



**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE**

CABINET DU MINISTRE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Ministère des Finances, du Budget et de l'Économie Numérique a pris connaissance d'informations relayées récemment au sujet du fonctionnement de certaines plateformes utilisées dans la gestion budgétaire.

Le Ministère tient à rassurer les services publics, les partenaires institutionnels et l'opinion nationale que les opérations liées à l'exécution et à la clôture budgétaire se poursuivent normalement.

À l'approche de la clôture de l'exercice budgétaire, prévue le 30 juin, les systèmes de gestion connaissent naturellement une forte sollicitation. Cette période concentre un volume exceptionnel d'opérations, notamment en matière de traitement, de vérification, d'engagement et de suivi des dossiers budgétaires.

Dans ce contexte, certaines lenteurs ponctuelles peuvent être observées en raison du nombre élevé d'utilisateurs connectés et du volume important de tâches effectuées simultanément. Ces situations ne traduisent pas une défaillance structurelle du système, mais correspondent à une pression opérationnelle accrue propre à la période de clôture budgétaire.

Le Ministère précise que les équipes techniques compétentes sont mobilisées afin d'assurer la disponibilité des plateformes, d'accompagner les utilisateurs et de garantir la continuité des opérations essentielles. Un suivi renforcé est assuré pendant cette période sensible afin de répondre rapidement aux besoins des services concernés.

S'agissant des informations circulant dans l'espace public, le Ministère appelle à la responsabilité et à la prudence. Les sujets liés à la gestion des finances publiques exigent rigueur, vérification et sens de l'intérêt général. Toute information incomplète ou non vérifiée peut créer une confusion inutile auprès des usagers et de l'opinion.

Le Ministère des Finances, du Budget et de l'Économie Numérique continue de renforcer ses outils de gestion budgétaire pour mieux accompagner les services publics et améliorer le suivi des finances de l'État.

Fait à Bujumbura, le 24 juin 2026

